

## Déclaration de la FSU Marne

### CDEN du vendredi 8 décembre 2017

Le choix de l'austérité budgétaire fait par le gouvernement accentue la dégradation des carrières, des rémunérations et du pouvoir d'achat. Le premier ministre a choisi de rester sourd aux exigences qui se sont exprimées dans les grèves et les manifestations du 10 octobre dernier.

Pour la FSU, c'est inacceptable et scandaleux.

Inacceptable, car les personnels paient déjà chaque mois depuis deux décennies les conséquences en matière de pouvoir d'achat de l'insuffisance de revalorisation de la valeur du point d'indice.

Inacceptable, car les revalorisations des carrières permises par PPCR sont légitimes et attendues par les personnels comme la reconnaissance de leur engagement quotidien au service de l'intérêt général.

Scandaleux, car c'est une remise en cause de la parole de l'Etat, un acte à rebours des paroles bienveillantes. Qui parle de confiance ?

Quant au rétablissement du jour de carence, son inefficacité n'est plus à démontrer. Une étude de l'Insee montre que seule la répartition des congés par durée a été modifiée sans influencer sur le taux d'absence pour raison de santé. Il s'agit surtout d'une mesure idéologique de défiance à l'endroit des fonctionnaires, contraire au principe de solidarité. Enfin, le mécanisme abscons de compensation de la hausse de la CSG, loin de donner du pouvoir d'achat comme annoncé, risque surtout d'en retirer.

La FSU réaffirme que le calendrier de PPCR doit être respecté et la valeur du point d'indice revalorisée pour rattraper le pouvoir d'achat perdu !

#### **En ce qui concerne l'éducation nationale, il y a déjà des premières conséquences :**

**Concernant le premier degré**, la mesure phare du ministre, le dédoublement des effectifs de CP en REP+ a pu paraître séduisante. Elle était en revanche bâtie sur un détournement de postes car elle s'est effectuée à moyens constants. Cette dotation devait à l'origine abonder les moyens de remplacement, renforcer les dispositifs « Plus de maîtres que de classes » et permettre les ouvertures de classe nécessaires lors des opérations de carte scolaire. Les 8 postes consacrés aux dédoublements nous ont fait cruellement défaut pour finaliser la carte scolaire 2017 dans de bonnes conditions. Par ailleurs, les 13 postes PDMQDC dans les écoles de REP+ de notre département ont été réaffectés sur les CP empêchant de facto la poursuite de ce dispositif sans qu'il n'ait été évalué.

La baisse des effectifs annoncée dans notre académie et notre département n'augure rien de bon pour la dotation 2018.

Espérons que le ministère et Madame la rectrice prendront en compte l'importance de l'éducation prioritaire dans la Marne et son incidence sur le nombre de dédoublements à réaliser.

Dans le cas contraire, ce sera le vivier de remplacement qui sera impacté avec les conséquences que l'on peut aisément deviner, ou/et la carte scolaire pour les écoles « ordinaires » qui tournera au jeu de massacre.

**Depuis la rentrée, l'organisation des écoles se trouve fortement impactée par la disparition des emplois vie scolaire.** La réduction drastique des moyens en emplois aidés signe donc la fin de l'aide administrative. La fin de l'aide au fonctionnement de l'école est un signal très négatif en direction des directeurs et